

AFRIQUE ET DÉMOCRATIE : COMMENT CONJURER LES PESANTEURS ?

Alain NZADI-a-
NZADI, Jésuite.
Directeur du
CEPAS et
Rédacteur en Chef
de *Congo-Afrique*.
nzadialain@
gmail.com

Ce numéro d'avril 2016 est *spécial*. En effet, pendant plus d'un an, la revue *Projet*¹, en collaboration avec quelques revues sœurs en Afrique, dont *Congo-Afrique*, a travaillé sur une problématique qui cristallise souvent l'attention du continent, en dehors des conflits récurrents, autre fait largement commenté : l'épineuse question de la démocratie en Afrique. Il s'agit d'épingler les pesanteurs qui freinent l'enracinement de la démocratie dans les mœurs (politiques) du continent.

En effet, en portant un regard sur la scène politique africaine, il apparaît clairement que la démocratie y est souvent prisonnière de l'appétit *pantagruélique*² de l'élite politique. Les politiques africains, dans une large mesure, semblent atteints de « syndrome de Gollum³ », la fâcheuse attitude du *j'y suis j'y reste*. L'« inflation constitutionnelle » aux allures d'une véritable « kermesse »⁴ que l'on a observée sur le continent cette dernière décennie participe sans doute de cette gourmandise politique.

Pour animer ce débat sur les pesanteurs qui gangrènent la démocratie en Afrique, une approche multidimensionnelle de la réalité africaine s'impose. Ainsi, Olivier de Sardan s'interroge sur la peinture caricaturale d'une Afrique décrite comme bastion de dictatures, de coups d'état, de clientélisme, de

1 Revue publiée par le CERAS (Centre de Recherche et d'Action Sociales), à Paris.

2 Pantagruel, fils de Gargantua et Badebec, est le héros géant du roman de François Rabelais, *Les horribles et épouvantables faits et prouesses du très renommé Pantagruel Roi des Dipsodes* (1532) ; un héros dont l'énormité de l'appétit était impressionnante.

3 Du nom d'un personnage du *Seigneur des anneaux*, la célèbre trilogie cinématographique de Peter Jackson, basée sur le roman éponyme, en trois volumes, de John Ronald Reuel Tolkien, Gollum est présenté comme rongé par le désir toujours insatisfait d'acquiescer à nouveau l'anneau unique qui a pourtant détruit sa vie. Au sujet du « syndrome de Gollum », Jeff Ikapi, dessinateur gabonais, avait posté sur son blog (jeffikapi.mondoblog.org), le 29 octobre 2014, un dessin assez amusant mais révélateur de l'image que certains politiques africains renvoient d'eux-mêmes.

4 Le numéro d'octobre 2014 de *Congo-Afrique* (pp. 676-699) avait publié une analyse éclairante de Jacques Djoli qui emploie l'expression « inflation constitutionnelle aux allures d'une kermesse » pour qualifier la production presque pandémique des Constitutions « taillées sur mesure » qui grouillent sur le continent africain.

dérives ethnicistes, de partis politiques dépourvus de programmes véritables, etc. Dans un environnement pareil, la citoyenneté moderne ne serait-elle, en Afrique, que soumise à l'allégeance clanique, sans atteindre une « citoyenneté électorale » qui donne accès, pourrait-on affirmer, à la démocratie moderne ? L'on remarque, argumente-t-il, une fois débarrassés de nos transpositions simplistes de la situation africaine dans le moule occidental, que la citoyenneté électorale, nationale, est une réalité en Afrique. Mais, pour améliorer davantage cette conscience nationale, il faudrait, me semble-t-il, insister sur la nécessité de s'affranchir véritablement des rênes claniques ou régionales. Car, pour ne citer que le cas de la République démocratique du Congo qui compte quelques centaines d'ethnies, quand l'environnement électoral est suffisamment sain, avec des règles du jeu claires et respectées de tous, les partis politiques compétitifs sont ceux qui se montrent capables d'aller au-delà des clivages claniques ou régionaux. Dans le cas contraire, il serait mathématiquement impossible de gagner une élection démocratique dans un pays où toutes les ethnies, prises isolément, peuvent être considérées comme minoritaires !

Mais, la démocratie est-elle une fin en soi ? Quel serait l'étalon des luttes démocratiques en Afrique, au-delà de l'aspiration à plus de liberté, à plus de moyens pour exercer cette liberté, aspiration que prône la démocratie occidentale ? En Afrique plus qu'ailleurs, fait observer Fabien Eboussi Boulaga dans l'entretien repris dans ce numéro, la lutte pour la démocratie doit impérativement s'accompagner d'une lutte pour l'amélioration du quotidien des citoyens. La plupart des gens, insiste-t-il, n'aspirent qu'à l'amélioration de leur quotidien. C'est cela l'étalon de toutes nos luttes, fussent-elles démocratiques ! Tant qu'il n'y a pas de quotidien humanisé, conclut-il, nous n'aurons rien fait. Cette amélioration du quotidien touche sans doute aussi la question sensible de la protection des journalistes en Afrique. Florence Brisset, qui réfléchit sur le journalisme et la critique du pouvoir en Afrique, plaide pour la dépénalisation des délits de presse et le respect de l'intégrité physique des journalistes. La restriction des libertés observée sur le continent est aussi une question sur laquelle revient Richard Banégas dans son entretien sur les mobilisations citoyennes en Afrique.

Par ailleurs, parmi les pesanteurs de la démocratie en Afrique, le paradoxe entre certains régimes qualifiés d'autocratiques et l'engouement des multinationales vers les pays des régimes décriés mérite une attention critique. Benoît Orval s'interroge ainsi sur les multinationales qui s'accommodent volontiers des régimes autoritaires. En effet, la photographie de la scène politique et économique africaine montre que les régimes totalitaires, loin de constituer un repoussoir, paraissent

par contre comme des investissements sûrs aux yeux des multinationales. Assurément, les débats sur la démocratie en Afrique ne pourront connaître d'issue concluante que si l'on prend aussi en compte l'influence que les multinationales exercent ou peuvent exercer sur les pouvoirs en place dans beaucoup de pays. Si elles sont une partie du problème, ne conviendrait-il pas aussi de les associer (ou de les contraindre !) à la recherche des solutions ?

Si certains chefs d'États africains semblent frappés de *syndrome de Gollum* sus-évoqué, par rapport à l'exercice du pouvoir, ne serait-ce pas à cause d'une véritable chasse à l'homme que l'on brandit contre eux, tel un épouvantail, une fois fini leur mandat ? Aussi Philippe Perdrrix et Brice Mackosso réfléchissent-ils sur le sort à réserver aux présidents déchus. Si d'aucuns opposent volontiers *impunité* à la CPI, il serait peut-être mieux, suggère Philippe Perdrrix, d'aménager une porte de sortie qui, sans consacrer l'impunité, combine pragmatisme et responsabilité. Ainsi pourrait-on connaître des alternances plus régulières et paisibles sur le continent.

Enfin, les religions s'invitent forcément dans le débat démocratique en Afrique. Mais il faudrait, suggère Ludovic Lado, qu'elles s'affranchissent du clientélisme pour jouer véritablement leur rôle d'éveil des consciences. L'Afrique a sans doute besoin d'utopie, comme l'exprime l'écrivain sénégalais Felwine Sarr dont on publie aussi l'entretien dans ce numéro. À mon sens, la démocratie pourrait devenir cette utopie à laquelle il faut sans cesse donner forme et chair. Comment ? En pensant l'Afrique de demain, comme le propose encore Felwine Sarr, à partir de l'histoire et des besoins propres au continent.

Souvent, nous assistons, impuissants, aux affres de l'intolérance politique et de l'appétit trop gourmand de certains gouvernants africains. Heureusement, il nous arrive aussi de célébrer des passations de pouvoir réussies marquées du sceau de l'alternance démocratique et apaisée comme ce furent les cas du Sénégal en 2012, du Nigeria et de la Tanzanie en 2015, et, plus récemment, du Bénin. Mais, la réussite démocratique en Afrique doit cesser d'être simplement un phénomène isolé au milieu d'un amas d'immondices autocratiques et d'élections entachées de fraudes. Ici se pose alors une double question lancinante : comment faire pour que l'Afrique apprenne (enfin !) à tirer profit des leçons de son histoire ? Comment faire pour définitivement conjurer le mauvais sort qui hante les démocraties africaines depuis plusieurs décennies ? Nous espérons que les analyses proposées dans ce numéro spécial contribueront à jeter les bases d'une réflexion constructive pour qu'advienne, enfin, une société africaine plus juste et plus démocratique. ■